

1 500 syndicalistes se réunissent à Prague en congrès à partir de ce jeudi. L'objectif : préparer les négociations collectives au sein des entreprises du privé et faire en sorte de profiter du contexte économique favorable pour obtenir d'importantes hausses de salaires. D'après le quotidien économique Hospodářské noviny, les syndicats pourraient demander des augmentations de 8 à 10%.

✖ [Article publié le 13 septembre 2017 par Radio Prague.](#)



Photo: Jiří Turek & Jana Jabůrková / Facebook de [ČMKOS](#).

Voilà qui constituerait un chiffre record. Pour cette année, les organisations syndicales avaient en effet négocié en souhaitant une hausse des salaires dans le privé de 5%. Aujourd'hui, le chômage est au plus bas, à peine 4% au mois d'août, et la croissance du PIB devrait être de l'ordre de 4% cette année. De surcroît, si l'on en croit les dires du gouvernement, qui doivent encore être matérialisés dans le budget pour l'exercice 2018, les syndicats du public ont finalement obtenu les hausses qu'ils demandaient, de 15% pour les professeurs et de 10% pour les autres fonctionnaires, le tout à partir du mois de novembre.

C'est jeudi que la Confédération tchéco-morave des syndicats (ČMKOS), la plus importante centrale syndicale tchèque, qui compte quelque 300 000 membres dans le pays, dévoilera la base sur laquelle elle demande à ses adhérents de débiter les négociations. Un document doit être édité et distribué pour leur fournir également des recommandations sur la meilleure façon de mener à bien ces discussions.

Josef Středula, le président de la ČMKOS, que certains verraient bien candidater à la présidence de la République au début de l'année prochaine, entend clairement privilégier le dialogue avec les directions des entreprises. Pour autant, il n'exclut pas le recours à un répertoire d'actions plus large si les négociations n'avancent pas. « *Pendant 27 ans, nous avons travaillé avec les salaires parmi les plus faibles en Europe, il se pourrait donc bien qu'il y ait de plus en plus de grèves* », explique-t-il.

Car le credo de Josef Středula, c'est de dénoncer les écarts de richesses et de niveaux de vie entre l'Europe occidentale et les anciennes démocraties populaires. Pour cela, il peut aussi compter sur la participation au congrès pragois de représentants syndicaux venus des pays voisins, et notamment d'Allemagne et d'Autriche. Les syndicalistes y partagent un même constat et dénoncent la concurrence déloyale que représentent pour les salariés allemands et autrichiens, les règles en matière de droit du travail en Tchéquie.

De leur côté, les organisations patronales ne sont pas ravies des négociations collectives difficiles qui s'annoncent. Pour les représentants de la Chambre économique de République tchèque par exemple, les vœux des syndicats s'apparenteraient à une tentative d'aviver les tensions entre les entreprises et leurs salariés.

[En Tchéquie, une enquête sur « les héros du travail capitaliste »](#)